



Le 04/06/2020

Monsieur le Président,

La réunion du Comité d'hygiène et de sécurité de ce jour porte sur la revalorisation des salaires des agents du SGAMI-SUD qui confinés pendant 55 jours ont reçu la reconnaissance de la nation. Nous allons également examiner le recrutement des agents nécessaires au fonctionnement de notre administration. Et enfin nous examinerons l'application d'une réduction de travail collective afin de limiter l'épuisement professionnel.

Non, bien sur, c'est une utopie. Mais vous savez combien la CGT aimerai commencer une déclaration liminaire ainsi. Les besoins des fonctionnaires sont constants et la CGT n'a de cesse de les rappeler : augmentation des salaires afin de regagner du pouvoir d'achat, d'alimenter les caisses de l'État via l'impôt et d'alimenter les caisses de la sécurité sociale via les cotisations sociales, recruter des effectifs afin de tarir le chômage et de permettre aux effectifs d'être soulagé des surcharges de travail que toutes et tous subissons ; baisser le temps de travail afin de partager le travail, réduire les inégalités et restaurer un goût de vivre à toutes et tous.

Mais on n'en est pas la. On est même très loin de la. A l'antithèse même de ces revendications.

Ce second CHSCT est indispensable afin d'examiner les conditions de reprises des agents dans le cadre de la seconde phase du déconfinement.

En effet, l'autosatisfaction ne peut être de mise. Car la reprise des jours heureux si cher à notre président de la république se fait sous le signe d'application très suspecte de l'ordonnance du 15 avril. Bien entendu, la CGT dénonce cette application sans souplesse, sans chercher à en limiter les effets dévastateurs et séparant le collectif de travail en deux de manière terrible. D'un côté on pense que les agents techniques, sur des postes non télétravaillables, sont restés chez eux, les doigts de pied en éventail en attendant que ça se passe. Bien entendu, être confiné dans son domicile, quelque soit ce domicile n'a pas été des vacances. Qui peut croire que rester enfermé chez soi, avec des conditions de circulations limitatives pouvait être une période de bonheur ? Avec le soir, l'écoute du Directeur général de la Santé égrenant ses statistiques morbides contribuant à rendre plus anxiogène la situation ? Qui peut croire cela ? Qui peut croire qu'être séparé de sa famille, de ses aînés sans pouvoir aller les visiter, leur donner goût à la vie était un moment de vacances et de quiétude ? D'un autre côté des agents, souvent cadres et administratifs, venant tous les jours effectuer leur prise de service. Ici, des agents en prise directe avec la réalité, l'horreur souvent. Qui peut croire que ces derniers ont vécu une parenthèse enchantée ?

Pas la CGT.

La CGT a noté que l'administration a laissé les agents chez eux, seuls avec leur malaise sans chercher à les contacter, à les rassurer et à faire corps. Les agents ont été informés de ce qui se passait bien plus souvent par leur organisation syndicale que par leur employeur public. Et nous le regrettons. Certes, il est aisé de refaire le match une fois que ce dernier s'est déroulé et que vous prendrez peut être ces remarques de manière désagréable. Mais ce sont les règles de la démocratie et

le but des critiques est de faire qu'un éventuel confinement à l'avenir ne perpétue par les manquements qui nous sont rapportés aujourd'hui. Ainsi, nous vous citons le témoignage d'un agent qui s'étonne :

*« Dans une période extrêmement anxiogène les agents se sont sentis totalement abandonnés et laissés pour compte, à la différence d'autres structures (comme les pref) qui se sont employées à maintenir un lien avec les équipes en diffusant des infos hebdomadaires ou bimensuelles sur les positions réglementaires des agents pendant le confinement, l'évolution de la réglementation ou même "l'état" des effectifs : nombre d'agents en présentiel, en télétravail, suspicion de cas de COVID... »*

La CGT n'imagine pas que la politique RH du SGAMI soit déficiente, la CGT n'imagine pas qu'il s'agirait d'une malveillance organisée, mais elle constate que ce fait d'avoir laissé les agents confinés chez eux sans information, sans préoccupation, sans informer des positions administratives et de leurs conséquences laisse transparaître un sentiment désagréable auprès de la communauté de travail et qu'il ne faut pas que si ce drame venait à se reproduire que cette politique RH se reproduise telle quelle.

Aussi, la CGT vous demande que le plan de continuité d'activité soit communiqué aux organisations syndicales afin que collectivement nous puissions formuler des propositions incarnant ces états d'âme du collectif de travail.

La CGT cherche à défendre les intérêts du personnel contre les différentes formes d'injustice qu'il peut ressentir. Et nous soulignons le terme ressentir. Après cette crise sanitaire, l'injustice criante intégrée dans l'ordonnance du 15 avril et le sentiment que quoi qu'on fasse l'État est ingrat, injuste et trop infantilisant pour reconnaître le réel engagement de service public de l'ensemble ; il est nécessaire de rétablir un dialogue social.

Car comme le dit notre secrétaire général, Philippe Martinez, en dehors de la critique politique, institutionnelle ; il est impératif qu'un syndicat s'occupe des carreaux cassés. Et la rupture de dialogue social que nous ressentons est incompréhensible de notre côté. Oui, nous essayons par tout moyen d'organiser les fonctionnaires, mais tout cela pas dans le but de saboter la mission publique, mais bien pour la parfaire, pour aider à la rendre plus cohérente, plus capable de s'organiser dans le cadre de toutes les formes que peut prendre notre administration. Devons nous entendre à un sentiment de rupture de dialogue social que certains interlocuteurs seraient en fait susceptibles ?

la CGT SGAMI-SUD